



Magaly et Bruno Bioret restent optimistes. M. BIORET

Menacés de mort pendant les semis

Bruno Bioret, exploitant à Nort-sur-Erdre, en Loire-Atlantique, a été menacé de mort le 31 octobre dernier par un homme exigeant l'arrêt des traitements phytosanitaires.

Quand Bruno Bioret décroche le téléphone, dès la première seconde, le ton est virulent. Un homme, qui ne dira pas son nom, exige l'arrêt des traitements dans les champs de Bruno. Faute de quoi, prévient-il, il viendra avec son fusil pour tirer sur la cabine du tracteur.

La menace est effrayante, mais également naïve : ce jour-là, l'agriculteur ne fait que semer le blé d'hiver. Le pulvérisateur, lui, est rangé depuis plusieurs jours. « Ils confondent tout », se désole Bruno, installé avec sa femme, Magaly, sur 380 hectares en maraîchage et grandes cultures. Pourtant, l'agriculteur fait tout pour apaiser le dialogue avec ses voisins. Depuis deux ans, il contacte par

Un exploitant volontaire

Avec deux semaines annuelles de formation, l'exploitant a réussi à diminuer de 30 % ses coûts de traitement en dix ans. Il réalise désormais entre un et deux passages de désherbant selon les cultures, et un à trois passages de fongicides. Chaque intervention est par ailleurs déclenchée par un suivi informatique des parcelles, prenant en compte la météo, l'irrigation, ainsi que l'historique des cultures.

SMS les riverains de ses parcelles à chaque fois qu'il prévoit un traitement phytosanitaire. « C'est facile, je fais un envoi commun. Les gens peuvent ainsi prendre leurs dispositions, comme rentrer leur linge. »

PARTAGER POUR ÉVITER LA PEUR

Magaly décide alors de publier cette aventure sur les réseaux sociaux. Le message est largement partagé. Peu à peu, les langues commencent à se délier. « On a découvert d'autres affaires », souligne-t-elle. Depuis, les gestes de solidarité se succèdent. Les exploitants se sont lancés sur la piste de l'auteur du coup de fil. Toutefois, la loi Informatique et libertés les empêche de retrouver le numéro de cet appel reçu sur leur ligne professionnelle. « Les démarches entreprises auprès de l'opérateur ne donnent rien. On s'est aussi tournés vers le syndicat. »

Loin de les décourager, la menace a, au contraire, prouvé à Magaly et Bruno la nécessité de mieux communiquer. Ils publieront des vidéos de leur ferme et l'ouvriront au public afin de mieux partager leur passion pour l'agriculture.

Ivan Logvenoff

Condition animale

Loïc Dombrevail, vétérinaire et député LREM, également président du groupe « condition animale » de l'Assemblée nationale (40 adhérents), organisait le 7 novembre un colloque autour de la question : « Bien-être animal et bien-être humain, un seul bien-être ? Il a fait salle comble. Pas de suspens : la réponse à cette question était « oui ». Développant à l'envi le concept anglosaxon de *one welfare*, où le bien-être animal et la biodiversité sont connectés au bien-être de l'homme.

Très actif, Loïc Dombrevail avait lancé fin septembre un appel à « politiser la condition animale », signé de 85 députés de tous bords. L'objectif était de sensibiliser l'opinion publique et d'accroître la pression sur le gouvernement. Car après les avancées de la loi Egalim (vidéos expérimentales en abattoir, extension du délit de maltraitance...), il craint que les débats se referment. Et se réjouit de l'imminente création d'un groupe « condition animale » au Sénat. M-G. M.

Comment L214 s'est emparée des médias

Ces deux dernières années, l'association a réussi à obtenir une audience massive en jouant sur la fibre émotionnelle.

L'association anti-viande L214, créée en 2008, a fait passer son message au-delà du cercle des militants afin de toucher un large public. « Sa communication est d'autant plus percutante que la société fonctionne aujourd'hui sur le mode de la défiance, de l'indignation, et de l'invective », a expliqué Amaury Bessard (1), le 8 novembre lors d'une conférence du Syrpa. Dans ses dix-neuf campagnes menées depuis janvier 2016, L214 joue sur l'émotionnel – avec des vidéos chocs – et le rationnel – avec des contenus soi-disant étayés. Elle utilise des ambassadeurs variés et négocie des exclusivités médiatiques avec *Le Monde* et *Le Parisien* notamment.

Comment répondre à leurs attaques ? Quand l'association filme un dysfonctionnement, dans un élevage ou un abattoir, il n'est pas possible d'arriver à se justifier dans l'immédiat, averti Amaury Bessard : « La tactique est de déporter le débat, le temps que l'émotion retombe, et de ne surtout pas alimenter la polémique. L'argumentation viendra plus tard. » S.B.

(1) De l'agence Shan et auteur de l'étude L214 : les ingrédients d'une communication explosive, réalisée en mai 2018 avec Olivier Cimelière, de Saper Vedere.



En 2017, L214 a reçu un don de 1,14 M€ de la fondation américaine Open Philanthropy, dirigée par des anciens de Facebook. SÉBASTIEN ORTOLA/REA